LE BULLETIN DE L'ARORY

Yonne Mémoire 40/44

numéro 18 - mai 2007 - 4€

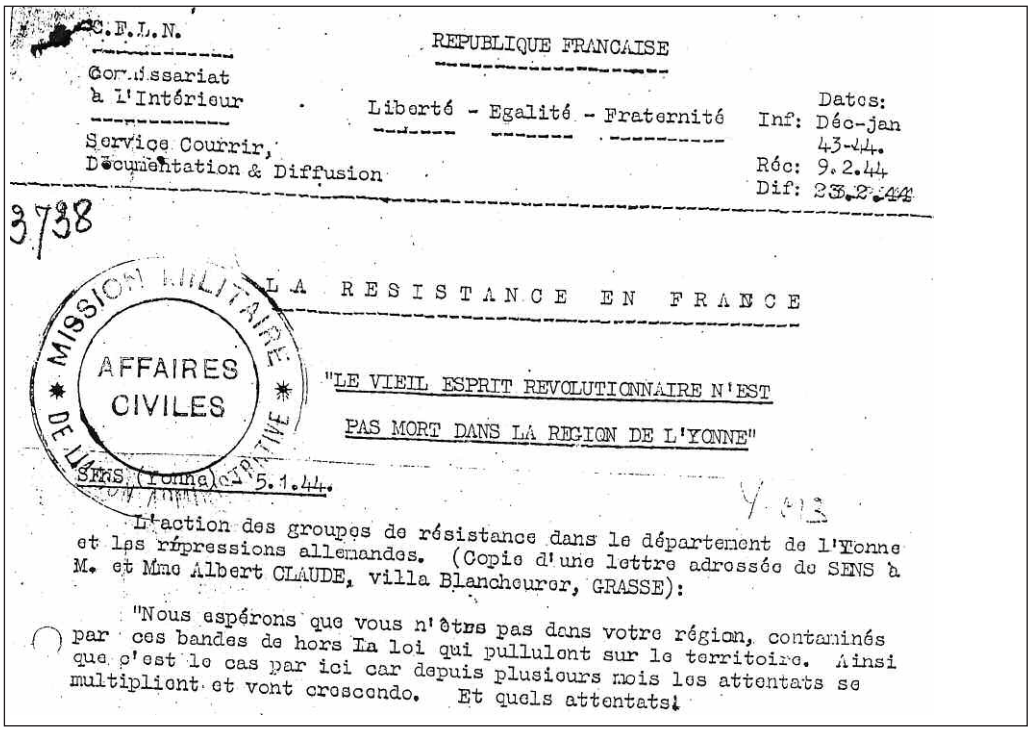
ARORY
• Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne •

SOMMAIRE / ÉDITORIAL : un ouvrage promis et attendu */ page 2, par Claude Delasselle.*
LE DOSSIER : La Résistance sénonaise vue par un pétainiste anonyme */ pages 3 à 16, par Joël Drogland.*
PORTRAIT : Paulette Depesme, un agent du réseau Bordeaux-Loupiac */ page 15 à 16, par Thierry Roblin.*

LE DOSSIER

LA RÉSISTANCE SÉNONAISE VUE PAR UN PÉTAINISTE ANONYME

Le dossier de ce bulletin est consacré au commentaire d'un document. Ceci pourra surprendre nos lecteurs, mais il nous a semblé suffisamment intéressant pour y consacrer l'essentiel de ce numéro. Il permet de saisir ce qu'est la perception de la situation par un Sénonais partisan convaincu du régime de Vichy. *(voir page 3)*



C.F.L.N.
Commissariat à l'Intérieur
Service Courrir, Documentation & Diffusion

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

Dates:
Inf: Déc-jan 43-44.
Réc: 9.2.44
Dif: 23.2.44

3738

MISSION MILITAIRE DE LIAISON ADMINISTRATIVE
AFFAIRES CIVILES

LA RESISTANCE EN FRANCE

"LE VIEIL ESPRIT REVOLUTIONNAIRE N'EST PAS MORT DANS LA REGION DE L'YONNE"

SENS (Yonne) 25.1.44.

Y 013

L'action des groupes de résistance dans le département de l'Yonne et les répressions allemandes. (Copie d'une lettre adressée de SENS à M. et Mme Albert CLAUDE, villa Blancheurer, GRASSE):

"Nous espérons que vous n'êtes pas dans votre région, contaminés par ces bandes de hors la loi qui pullulent sur le territoire. Ainsi que c'est le cas par ici car depuis plusieurs mois les attentats se multiplient et vont crescendo. Et quels attentats!

Ce document se trouve actuellement aux Archives départementales de la Côte-d'Or dans le fonds du Commissariat de la République de Bourgogne-Franche-Comté avec la cote W 21 552 sous la rubrique « *Renseignements confidentiels émanant de Londres et adressés aux organisations de Résistance françaises 1943-44* ».

Yonne Mémoire 40/44

Bulletin de l'Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne /
Directeur de publication : C. Delasselle / *Rédacteur en chef :* J. Rolley / *Iconographie :* Arory / *Coordination :* T. Roblin, J. Rolley /*Graphisme et réalisation :* F. Joffre /
Arory, 2007 / *Photos :* D.R. / *Site internet :* **www.arory.com** / e-mail : info@arory.com
Centre de documentation : 15 bis, rue de la Tour d'Auvergne - 89000 Auxerre / Tél. / fax : 03 86 48 23 68 /

Un ouvrage attendu et promis

Le livre promis et attendu depuis deux ans a enfin été publié, hélas avec quelques semaines de retard sur nos prévisions, ce qui fait que nous avons « raté » la période de Noël qui aurait été plus propice pour la vente que le mois de janvier. Par ailleurs son prix élevé a pu dissuader un certain nombre d'acheteurs potentiels de l'acquérir.

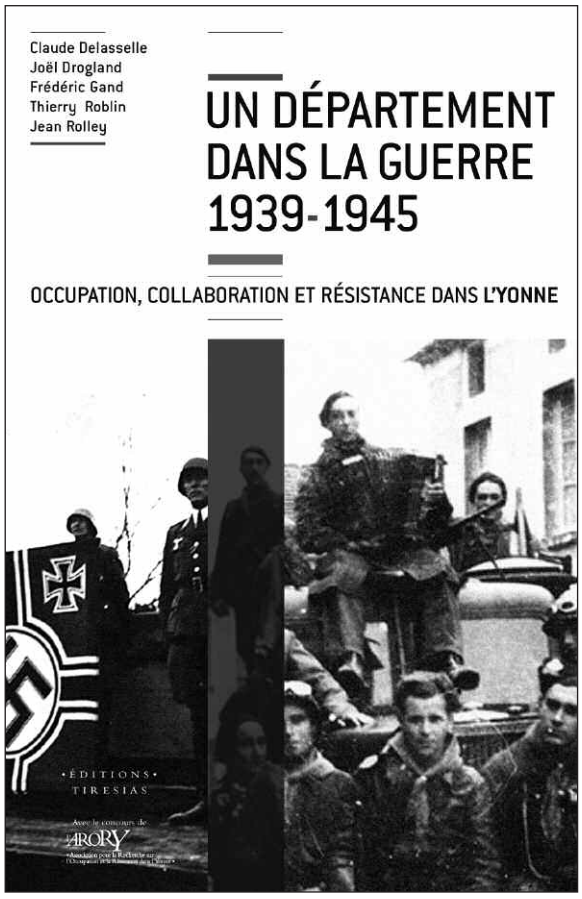
Malgré ces handicaps, environ 1 000 livres avaient été vendus à la fin du mois de février, trois mois après le lancement de la souscription, ce qui permet de couvrir à peu près les frais engagés. Bien entendu nous espérons que la vente continuera, même sur un rythme beaucoup plus modeste : l'expérience du cédérom nous a montré que des personnes continuent d'acheter longtemps après que les opérations de publicité aient été arrêtées, car le bouche-à-oreille est efficace (mais aussi les moyens modernes de communication, comme le site internet de l'ARORY).

Au-delà de ces considérations matérielles, indispensables mais finalement secondaires, c'est l'accueil fait à ce livre qui nous importe, et cet accueil est très satisfaisant. De nombreuses personnes nous ont écrit pour nous féliciter de la qualité de ce travail et pour nous remercier de l'avoir fait, et cela nous récompense de nos efforts.

Nous souhaitons que de nombreux lecteurs réagissent à ce que nous avons écrit et nous fassent part de leur sentiment sur le contenu de ce livre. Ce dialogue est une des conséquences intéressantes de cette publication.

Nous avons reçu aussi quelques critiques, parfaitement légitimes, portant sur des points précis : comme j'ai essayé de l'expliquer aux personnes qui nous ont signalé ces erreurs, il est impossible, pour un ouvrage d'une telle ampleur, de les éviter complètement. Celles-ci peuvent tenir soit à des problèmes de documentation (renseignements incomplets, erronés, etc.), soit à des erreurs pures et simples de notre part, que nous reconnaissons volontiers, soit enfin aux difficultés inhérentes au travail d'équipe (répétitions, etc.).

Non seulement nous admettons les remarques et les critiques justifiées, mais nous



souhaitons que de nombreux lecteurs réagissent à ce que nous avons écrit et nous fassent part de leur sentiment sur le contenu de ce livre. Déjà quelques personnes nous ont écrit pour obtenir davantage de précisions sur tel point particulier les intéressant ou les concernant sur un plan familial ou personnel. Ce dialogue est une des conséquences intéressantes de cette publication.

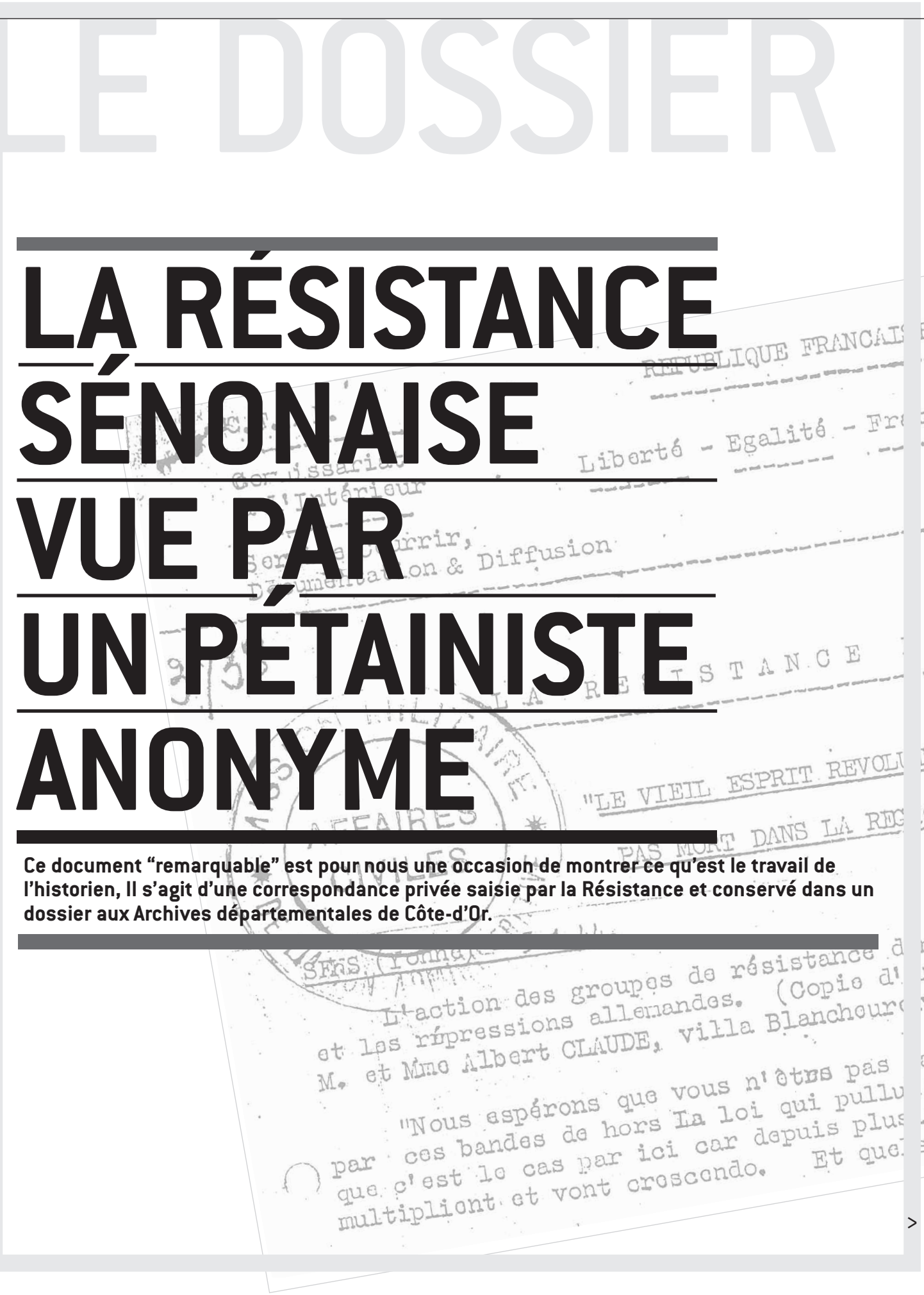
Comme cela avait été fait pour le cédérom, des conférences-débat à propos du contenu de ce livre ont eu lieu ou auront lieu dans différents endroits du département au cours du printemps 2007. Ce sera l'occasion bien sûr de vendre d'autres exemplaires du livre, mais surtout de nouer le dialogue avec toutes les personnes qui s'intéressent à l'histoire de cette période, soit comme témoin ou acteur direct de cette histoire, ou comme un de leurs descendants, soit tout simplement parce que l'histoire de cette période les passionne, comme elle nous passionne nous-mêmes. ▮

CLAUDE DELASSELLE

LE DOSSIER

LA RÉSISTANCE SÉNONAISE VUE PAR UN PÉTAINISTE ANONYME

Ce document "remarquable" est pour nous une occasion de montrer ce qu'est le travail de l'historien, Il s'agit d'une correspondance privée saisie par la Résistance et conservé dans un dossier aux Archives départementales de Côte-d'Or.



> *L'orthographe, la ponctuation et la mise en page du document dactylographié ont été respectées.*

LA RESISTANCE EN FRANCE « LE VIEIL ESPRIT REVOLUTIONNAIRE N'EST PAS MORT DANS LA REGION DE L'YONNE »

Sens (Yonne) -5.1.44
L'action des groupes de résistance dans le département de l'Yonne et les répressions allemandes. (Copie d'une lettre adressée de Sens à M. et Mme Albert C., Grasse) :

« Nous espérons que vous n'êtes pas dans votre région, contaminés par ces bandes de hors La loi qui pullulent sur le territoire. Ainsi que c'est le cas par ici car depuis plusieurs mois les attentats se multiplient et vont crescendo. Et quels attentats !

Le département de l'Yonne détient, dit-on, le palmarès des incendies de fermes et de récoltes, celui du sabotage des machines agricoles et des destructions de machines industrielles. Août et septembre derniers n'ont pas vu s'écouler trois jours sans que soit signalé un attentat de ce genre. Il est également lauréat dans l'attaque à la mitraillette des attelages allant du village à la ville livrer les impositions de céréales. C'est lui qui compte le plus d'attaques à main armée de buralistes de campagne avec rafle de tout le tabac stocké, de même des mairies de campagne qui se voient dévalisées des cartes de rationnement qui s'y trouvent. C'est dans l'Yonne, à Laroche-Migennes dans les dépôts de locomotives que des mains terroristes vont déposer leurs engins explosifs détruisant en quelques secondes des machines par demi-douzaine. Ce sont les vols incessants de colis dans les gares, sur les voies de garage, dans les magasins entrepôts. Pour ma part, je suis à nouveau victime, cette semaine, de deux vols de colis.

Mais il y a plus grave. C'est en plein centre de Sens, place de la Cathédrale, dans la boutique d'un de nos voisins, coiffeur, presque sous les yeux, un drame rapide, 3, 4 secondes à peine, quatre cadavres gisent à terre. Ce sont trois hommes de la Feld-Gendarmerie qui, prévenus de la présence de deux terroristes dans ce salon du coiffeur se présentent et demandent leurs papiers aux clients présents ; des coups de revolver leur répondent, bilan : 3 gendarmes râlent à terre, un terroriste agonise, son compère monte aux étages supérieurs, fuit par la toiture et redescend par les croisées et balcons de la façade opposée, se retrouve dans la rue où la fusillade de la chasse le poursuit, mais le manque, le perd et c'est le maquis. Très grave de conséquences pour la population.

Le soir du même jour, la Feld-Gendarmerie abat un terroriste qu'elle trouve caché dans une ferme d'un village des environs et qui n'obtempère pas aux injonctions des policiers. Le fermier, maire du pays, coutumier de ce genre de recel et convaincu comme tel, sa famille son personnel sont appréhendés et transférés immédiatement au Lazaret, en tout 14 personnes, quinze jours plus tard, ce fermier est condamné à mort et fusillé. Les membres de sa famille sont emprisonnés.
Simultanément à une lieue de là, un paisible artisan est abattu chez lui à la mitraillette par des terroristes. Sensiblement à la même date, trois

hommes de la Wehrmacht sont trouvés assassinés dans une grotte de l'Auterroir1. Cette grotte, repère de terroristes, est approvisionnée très largement en vivres et objets de subsistance de toutes sortes, produits de cambriolages à main armée. Et à présent, un terroriste qui est abattu, un autre est pris non loin de là et passé par les armes.

Entre temps, on découvre ici l'existence d'une organisation dite « de résistance », elle possède ses chefs (officiers de carrière et de réserve) ses services de liaison, de renseignements, rien ne manque. Un coup de filet est immédiatement donné et un beau matin on apprend avec stupeur que tel personnage de la ville en font partie et ont été arrêtés et incarcérés, une quinzaine environ. On avait quelques jours avant trouvé dans les bois avoisinant la ville deux cadavres porteurs de listes, d'où coup de filet. C'est enfin, voilà peu de jours un couple de forains rejoignant leur domicile (en vélo), à la sortie de la ville, leur journée de travail terminée, sur le carreau du marché local, roulant paisiblement, qui sont abattus à coup de mitraillette. Le ou les agresseurs disparaissent.

Que tout cela est triste et lamentable. Et ce n'est là que la relation de quelques faits parmi tant d'autres, aussi misérables et du même ordre qui se répètent journellement sur tout le territoire. C'est bien là l'aboutissement logique de la déchristianisation, de l'éducation amorale, de la politique antisociale, anti-nationale marxiste et de la lutte des classes diffusée, enseignée et prônée par des hommes qui depuis un demi-siècle, ont prêché aux Français, au nom de la république, les grandes vertus dont ils ont soi-disant hérité de leurs ancêtres de 89 et dont le but final doit être la dictature du Judéo-Marxisme. La situation pénible et difficile de la France blessée n'autorise pas, même au nom de je ne sais quel soi-disant « Patriotisme » de tels actes, d'autant que ces derniers sont plus préjudiciables au pays, à la nation entière qu'ils ne le sont aux occupants.

Mais nous sommes à Sens, dans le « Sénonais » région de l'Yonne, à mentalité très spéciale où se maintient et se transmet ce vieil esprit révolutionnaire, enfant chéri de la république. Ce fut à Sens que naguère fut jeté dans le fumier le drapeau tricolore. C'est là que s'imprimait au début du siècle la fameuse feuille anti-militariste « Le Piou Piou de l'Yonne », pays de recrutement du fameux 17e Régiment d'Infanterie qui fit assez parler de lui lors des luttes sociales de ce début de siècle. Vous souvenez vous du fameux refrain séditieux « Braves soldats du 17e ». L'Yonne, pays de politiciens tarés, du meneur communiste Marceau Pivert, du vénérable Père[2] Sénateur Hamelin, Bienvenu Martin, le frère[3] Bouly, sénateur, Sinistre Président de la fameuse commission du 6 février. Département où le Gouvernement du Maréchal a peut-être décolé le plus de francs-maçons notoires, tenant tous, peu ou prou les leviers de commande. Plus près de nous, pays fournissant un nombre respectable de dissidents (une officine de recrutement y a été découverte), pays de dissidents, l'amiral Fenard et P. E. Flandin, creuset d'une foule malfaisante de tout poil, mais d'une seule couleur dominante, celle de la révolution sanglante. Il ne faut donc pas être surpris que ce département trouve aujourd'hui le palmarès du terrorisme. (Au pis aller supposons que P. E. Flandin soit un faux dissident), il n'en demeure pas moins l'ami des Anglais et des politiciens tarés… »

Ce document se trouve actuellement aux Archives départementales de la Côte-d'Or dans le fonds du Commissariat de la République de Bourgogne-Franche-Comté avec la cote W 21 552 sous la rubrique « Renseignements confidentiels émanant de Londres et adressés aux organisations de Résistance françaises 1943-44 ». Ces documents ont été rassemblés par le Service de documentation de la Mission militaire de liaison administrative (créée en octobre 1943) ; ce service était alimenté par deux sources : le Bureau Central de renseignement et d'Action (BCRA, service de la France Libre à Londres) pour le courrier politique et le courrier militaire et le Commissariat National à l'Intérieur (Ministère du GPRF, Gouvernement provisoire de la République Française constitué en juin 1944).
La lettre (CFLN, Commissariat à l'intérieur, Service Courrier) est datée du 5 janvier 1944 et a été reçue le 9 février dans le service. Elle figure dans le chapitre 1 « Administration et politique » (qui en comprend une bonne dizaine : 2 « Justice », 3 « « Police », 5 « Industrie »... de valeur très inégale) et dans la dernière sous-rubrique 7 « Etat de l'opinion ». Un autre document concerne la surveillance des opinions politiques et des attitudes face à la Résistance des élus municipaux de Sens ainsi que du personnel de la police et de la gendarmerie.

Il s'agit donc d'un courrier privé qui a été intercepté par la Résistance et jugé assez intéressant pour être retenu, dactylographié et diffusé. Daté du 5 janvier 1944, il est adressé à un correspondant qui habite Grasse. Son auteur est un Sénonais qui habite près de la place de la République (qu'il appelle comme beaucoup de Sénonais la place de la Cathédrale car elle est située devant la cathédrale dont elle constitue le parvis). Sens est alors une petite ville industrielle de 18 000 habitants, siège d'une sous-préfecture ; Charles Herrenschmidt a été nommé sous-préfet en juillet 1943 après que Stéphane Leuret, fortement engagé dans la voie de la collaboration ait été muté à Verdun. La municipalité que dirige Lazare Bertrand a été mise en place en mai 1941 et le maire est considéré comme un fidèle serviteur du régime de Vichy ; un détachement de la Feldgendarmerie que dirige le lieutenant Kurt Eckardt assure dans la ville le maintien de l'ordre allemand. Dans le département de l'Yonne la Résistance est devenue une force organisée et combattante, de multiples groupes de résistants sédentaires appartenant à de nombreux mouvements et réseaux se sont implantés et ont entrepris des actions diverses : distribution de tracts et journaux, réception de parachutages d'armes, sabotages etc. Dans le Sénonais une vague d'arrestations a décimé la Résistance gaulliste et les premiers maquis sont en cours de constitution.

IL S'AGIT DONC D'UN COURRIER PRIVÉ QUI A ÉTÉ INTERCEPTÉ PAR LA RÉSISTANCE ET JUGÉ ASSEZ INTÉRESSANT POUR ÊTRE RETENU, DACTYLOGRAPHIÉ ET DIFFUSÉ.

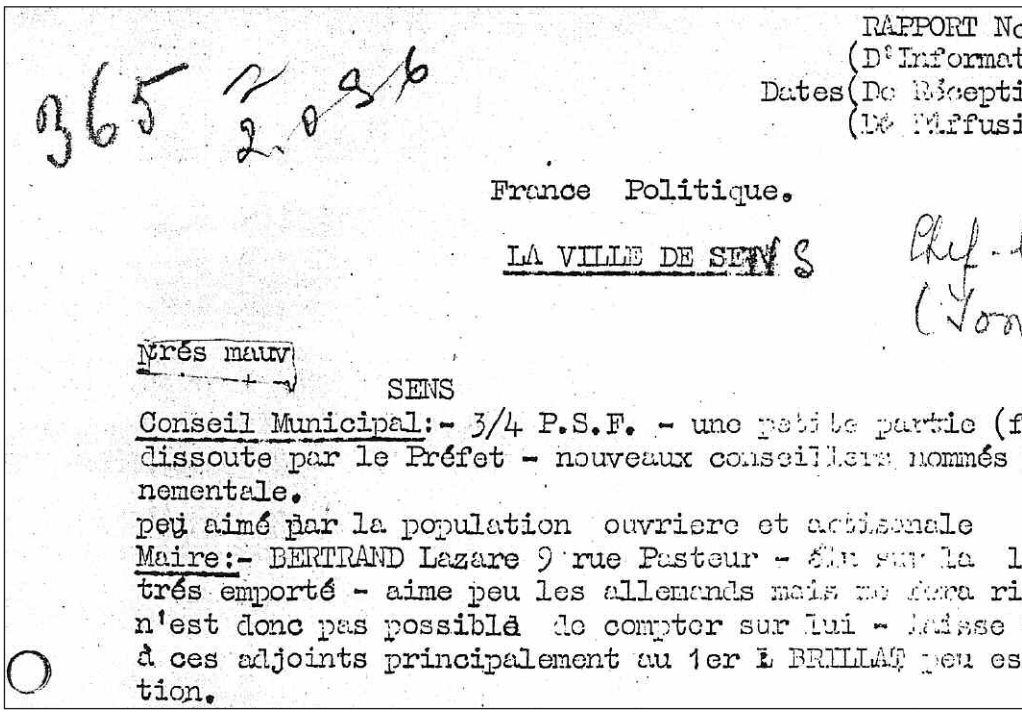
L'identité de l'auteur de ce courrier nous demeure inconnue. Il est extrêmement bien renseigné, ses informations dépassent largement celles que l'on pouvait avoir en lisant la presse locale. Nous ignorons également s'il était surveillé (et alors pour quelles raisons) ou si sa lettre a été ouverte par hasard et retenue pour la richesse de son contenu. Cette lettre est un document dont l'intérêt historique est triple : il montre l'importance et la diversité de l'activité résistante durant l'automne et l'hiver 1943 ; il évoque avec précision l'efficacité de la répression allemande ; il nous permet aussi d'analyser la mentalité et l'idéologie de son auteur, hostile à la Résistance, défenseur de la Révolution nationale et de la collaboration, connaisseur aussi de l'histoire de son département dont il rejette la tradition républicaine.

I. L'ACTIVITÉ DE LA RÉSISTANCE

LA « BATAILLE DU GRAIN »

L'auteur se désole devant *« des incendies de fermes et de récoltes »*, des *« sabotages de machines agricoles »*, *« l'attaque à la mitraillette des attelages allant du village à la ville livrer les impositions de céréales »*.
L'Yonne est un département rural et les réquisitions par l'armée d'occupation de grain, de paille, de fourrage, de pommes de terre, de chevaux, etc. sont importantes et vont en s'amplifiant. En 1943, le Front national, mouvement de résistance créé par le parti communiste au

Légende document.


RAPPORT No
(Dt Informat
Dates (De Réceptio
(De Diffusi

365 2.036

France Politique.

LA VILLE DE SENS

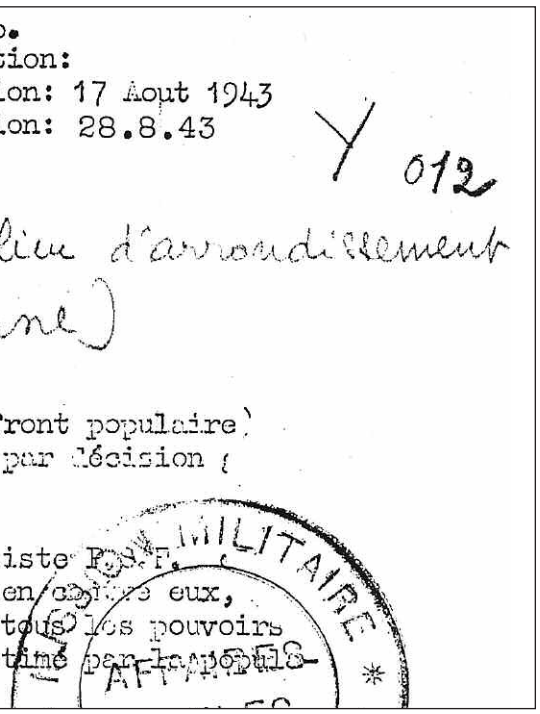
Chef-
(Yon

Prés mauv

SENS

Conseil Municipal:- 3/4 P.S.F. - une petite partie (f
dissoute par le Préfet - nouveaux conseillers nommés
nementale.
peu aimé par la population ouvriere et artisanale
Maire:- BERTRAND Lazare 9 rue Pasteur - élu sur la l
trés emporté - aime peu les allemands mais ne fera ri
n'est donc pas possible de compter sur lui - laisse
à ces adjoints principalement au 1er L BRILLAT peu es
tion.

printemps 1941 et implanté dans le Sénonais à l'automne 1942, lance ce qu'il appelle la *« bataille du grain »* qu'évoque ici l'auteur de cette lettre : les entrepreneurs reçoivent l'ordre de ne pas battre leurs céréales[4]. Quelques machines sont détruites pour convaincre les récalcitrants ; quelques récoltes sont incendiées pour ne pas qu'elles soient livrées ou parce que les propriétaires s'adonnent au marché noir. En août et septembre 1943 plus d'une soixantaine de sabotages ont lieu dans le département : un tiers concerne des machines à battre qui sont détruites généralement la nuit et deux tiers concernent des incendies de meules de paille, de sacs de blé, de bâtiments, de hangars abritant de la paille ou du fourrage. Robert Loffroy, responsable des Jeunesses communistes puis des FTP, parvient à convaincre l'état-major des FTP de monter des opérations qui perturbent les livraisons de produits requis. Cette campagne contre les réquisitions s'avère efficace et le préfet de l'Yonne adresse à ce sujet un rapport alarmiste au préfet régional affirmant que *« la fréquence et la gravité des attentats laissent déjà entrevoir une paralysie des activités les plus indispensables, telles que ravitaillement, agriculture et communications »*.


ion:
on: 17 Aout 1943
on: 28.8.43
Y 012
lieu d'arrondissement
ne)
ront populaire)
par décision (
MILITAIRE
iste F.T.P.
en dehors eux,
tous les pouvoirs
tiné par le peuple
AFFAIRES

LES SABOTAGES INDUSTRIELS ET FERROVIAIRES

Les *« sabotages de machines industrielles »* ne sont pas aussi nombreux dans le Sénonais (et même dans l'Yonne) que notre auteur le laisse entendre : ils sont d'ailleurs très rares avant 1943. Il est sans doute informé du sabotage de l'usine sénonaise de filets de camouflage réalisée par deux résistantes FTP le 14 octobre 1943.

L'état-major des FTP avait confié à Jeannette Mare la réalisation d'un sabotage à l'entreprise sénonaise Model qui avait été « aryanisée » et qui fabriquait des filets de camouflage pour la Wehrmacht. L'usine employait 270 personnes dont Jeannette Mare qui y était ouvrière et qui en connaissait bien le plan et les issues. Le soir du jeudi 14 octobre 1943, Jeannette Mare et son amie Jeannine Servais pénètrent dans l'usine et y déposent des produits explosifs et inflammables préparés par leur soin. Elles sont interrompues par le bruit de coups de feu qui les contraint à se retirer avant d'avoir accompli intégralement leur tâche. Elles comprendront le lendemain qu'il s'agissait de l'arrestation de Léon Vernis par les Allemands.

LES SABOTAGES RÉALISÉS AU DÉPÔT SNCF DE LAROCHE-MIGENNES SONT PARTICULIÈREMENT IMPORTANTS ET MONTRENT BIEN LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA RÉSISTANCE LOCALE.

Dans l'ensemble du département les sabotages sont effectivement de plus en plus fréquents. On compte en 1943 une vingtaine de sabotages ferroviaires et quelques sabotages d'écluses ; les sabotages réalisés au dépôt SNCF de Laroche-Migennes sont particulièrement importants et montrent bien la montée en puissance de la Résistance locale.

Dans la nuit du 24 au 25 août 1943, 17 locomotives du dépôt de Laroche-Migennes sont sabotées par Louis Riglet, chef du groupe FTPF de Migennes, avec l'aide de Léon Quarton et d'Henri Séguinet. Quelques jours plus tôt, dans l'après-midi du 12 août, il avait déjà saboté et rendu inutilisables deux autres locomotives. Le 23 septembre 1943 les hommes du groupe jovinien Bayard sabotent, avec des explosifs fournis par Louis Riglet, une grue de cinquante tonnes indispensable au déblaiement des voies. Un deuxième sabotage, plus complexe et aux effets plus importants, a lieu quelques jours plus tard, dans la nuit du 27 au 28 septembre 1943 : il est l'œuvre conjointe des deux groupes qui se partagent le travail. Le groupe FTP dirigé par Louis Riglet se charge de saboter un « tour à roues » Somua servant à la réparation des essieux abîmés, tandis que le groupe Bayard est chargé de détruire deux fours à « réguler », servant à travailler un métal spécial anti-frictions, le « régule ». Ces sabotages mettent les polices française et allemande sur les dents ; pour éviter de se faire repérer, les deux groupes vont orienter leur action, à l'automne et dans l'hiver 1943, vers des sabotages de voies ferrées.

LES OPÉRATIONS DE RÉQUISITION DE TABAC ET DE TICKETS DE RATIONNEMENT

Elles sont aussi la preuve de l'existence d'un nombre croissant de résistants clandestins. Dans le cadre d'une économie de pénurie la population est soumise à un rationnement sévère. Il est impossible de se vêtir, de se chausser, de s'alimenter (et de fumer !) si l'on n'a pas une carte de rationnement qui ne peut être obtenue sans papiers d'identité. Les premiers groupes de résistants organisent donc des opérations contre les mairies pour s'y approvisionner en cartes et en tickets, et contre les dépôts de tabac ; apparues durant l'été 1943, ces opérations deviennent fréquentes à partir de novembre. Les secrétaires de mairie et les buralistes sont souvent complices de ces opérations auxquelles ils ne s'opposent qu'en apparence. Les maquisards laissent souvent des bons aux commerçants et la Résistance explique dans ses tracts que ces bons seront honorés à la Libération.

LES PREMIERS MAQUIS

Dans l'Yonne, les premiers maquis apparaissent en 1943, mais ils sont encore très rares et leur création résulte de circonstances particulières. Ce sont de petits groupes mobiles de résistants FTP, >

qui bénéficient de l'appui logistique des résistants sédentaires et des membres locaux du Front national, qui se livrent à des sabotages et qui, à l'exception du maquis Vauban, disparaissent à l'automne.

L'auteur de la lettre fait allusion au début de la lutte armée dans le Tonnerrois. Fin août 1943, René Garnier (un sous-officier de carrière évadé d'Allemagne) a installé le maquis de la Flèche noire sur la commune d'Ancy-le-Franc, dans les bois d'Etivey, près d'une ferme abandonnée. Il rassemble une vingtaine d'hommes qui se livrent à des sabotages dans le canton d'Ancy-le-Franc. Les sabotages des écluses du canal de Bourgogne et des pylônes électriques alternent avec les réquisitions d'essence et de tabac. Garnier mène les opérations avec autant de rapidité que d'intrépidité, suscitant l'admiration de ses hommes. L'activité débordante (et pas toujours bien contrôlée) des maquisards suscite l'émoi et parfois l'inquiétude dans la région. Le 15 octobre 1943 les maquisards dévalisent le centre de jeunesse de Malakoff basé à Fulvy pour aménager leur campement : ils le pillent intégralement depuis les réserves jusqu'aux chambres, emportant du matériel, du mobilier, des vêtements, de l'argent et de la nourriture. Le 29 octobre, alors que les maquisards traversent Ancy-le-Franc en camionnette, ils rencontrent trois soldats allemands. Les trois hommes sont enlevés puis exécutés et effectivement transportés au campement des maquisards (qui n'est pas dans une « *grotte* »). C'est à cet événement que l'auteur de la lettre fait allusion ; il a sans doute lu aussi le Bourguignon qui titra à cette occasion « *Crime bestial des terroristes* ». La riposte ne se fait pas attendre. Les troupes allemandes attaquent le maquis de la Flèche noire au petit matin du 1er novembre ; Jean Strougar, bûcheron de 20 ans qui montait la garde est tué. Les attaquants découvrent le matériel dérobé ainsi que les tombes toute fraîches de deux des soldats allemands enlevés deux jours plus tôt (le troisième corps ne sera pas retrouvé). Le maquis décroche et se réinstalle près de Montbard, puis disparaît définitivement après une nouvelle attaque, le 17 novembre. Le maquis réussit à décrocher sans mal et se reforme à Cérilly dans le Châtillonnais. Les Allemands pillent les fermes avoisinantes et lancent une importante série d'arrestations dans la région, mettant à profit le carnet d'adresses de Garnier découvert au campement.

Un autre maquis est alors actif dans le Tonnerrois : il s'agit du maquis FTP Vauban. Il a été attaqué par les Allemands le 19 octobre près de Pimelles, à La Grange-aux-Moines. Le maquisard Louis Thiennot fut tué dans cette attaque et il probable que l'auteur fasse allusion à ce drame en évoquant un autre « *terroriste* » « *pris non loin de là et passé par les armes* ».

LES PREMIÈRES EXÉCUTIONS SOMMAIRES

Deux exécutions sommaires sont évoquées dans ce courrier, preuve d'une précoce épuration extrajudiciaire dans le Sénonais, et plus globalement dans l'Yonne : l'épuration extrajudiciaire a effectivement commencé dès l'été 1943, les deux premières exécutions sommaires ont lieu les 23 et 24 août, en Puisaye. D'août à décembre 1943, 23 personnes ont été tuées, auxquelles il faut ajouter quinze blessés et neuf attentats à l'explosif visant des biens.

> D'AOÛT À DÉCEMBRE 1943, 23 PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES, AUXQUELLES IL FAUT AJOUTER QUINZE BLESSÉS ET NEUF ATTENTATS À L'EXPLOSIF VISANT DES BIENS.

« *Un paisible artisan est abattu chez lui à la mitraillette* » déplore l'auteur. Il s'agit de l'exécution de Marius Grosfillier à Soucy le 20 septembre 1943. Il assurait les fonctions de Délégué à l'information du gouvernement de Vichy, chargé en fait de la propagande pour la Révolution nationale ; il s'agit donc d'une exécution à motif politique5. Le 22 novembre 1943 « *un couple de forains rejoignant leur domicile (...) sont abattus à coup de mitraillettes* » : il s'agit de Robert Provent, marchand forain, et de sa concubine Germaine Sevat, tués par balles sur la route de Maillot près de Sens6 ; le motif de cette double exécution nous demeure inconnu.

Les mitraillettes qui arment désormais la Résistance proviennent des parachutages qui ont été effectués dans le cadre du réseau Jean-Marie Buckmaster puis du Bureau des opérations aériennes durant l'été 1943. Il s'agissait alors de préparer la Résistance à un prochain débarquement allié ; les armes devaient être stockées et ne devaient pas être utilisées. Mais la nécessité et la solidarité combattante ont été plus fortes que ces consignes et les premiers groupes de résistants ont bénéficié de cet armement.

II. LA RÉPRESSION ALLEMANDE

LE DÉMANTÈLEMENT D'UNE « OFFICINE DE RECRUTEMENT » POUR LA « DISSIDENCE »

Si les résistants sont des « terroristes » dans le langage du collaborateur qui écrit cette lettre, les « dissidents » sont plus spécifiquement les gaullistes et l'« officine » en question est la filière d'évasion vers Londres par les Pyrénées et l'Espagne mise en place par le docteur André Ragot et l'infirmière Cécile Lobry.

Installé à Sens depuis 1935, le docteur Ragot a des activités de résistance multiples. Dans le cadre du réseau Jean-Marie Buckmaster, il constitue avec Cécile Lobry une filière de passage en zone sud qui transite par Chalon-sur-Saône où vit son père, puis Saint-Jean-Pied-de-Port (actuel département des Pyrénées Atlantiques). Cette filière permet à de jeunes Sénonais de passer en Espagne pour ensuite rejoindre les soldats de la France libre. En février 1943, une vingtaine de jeunes Sénonais sont arrêtés à la frontière espagnole. En mars 1943 deux garçons doivent faire demi-tour car la filière est démantelée. Leurs amies qui les ont suivis sont emprisonnées quelques jours. Ces faits sont venus à la connaissance du sous-préfet Stéphane Leuret qui fait ouvrir une enquête. Le docteur Ragot est interrogé et relâché. Cécile Lobry est arrêtée le 24 mars 1943. Accusée d'être « *le chef d'une organisation destinée à faire passer, par l'Espagne, des gens à la dissidence* » (le vocabulaire utilisé dans le rapport de police est le même que celui de notre écrivain), elle est interrogée par les inspecteurs de la Gestapo dijonnaise puis emprisonnée à Auxerre. Transférée

à Paris le 9 octobre en compagnie du docteur Ragot qui a été finalement arrêté le 2 juillet 1943, elle est détenue à Fresnes. Le 15 novembre, classée NN, elle est déportée en Allemagne. Emprisonné à Sens, puis à Auxerre pendant plusieurs mois, André Ragot est ensuite transféré à la prison parisienne du Cherche Midi et déporté (lui aussi classé NN) au camp du Struthof .
Le médecin sénonais Jean de Larebeyrette est lui aussi en relation avec une filière d'évasion. Il est responsable du réseau de renseignement gaulliste « *Vélite-Thermopyles* » et en relation constante avec Catherine Janot qui participe aux activités de plusieurs réseaux et assure l'évasion de pilotes alliés tombés en mission. À Sens, l'imprimeur Ruelle et l'entrepreneur Clotaire Alexandre participaient eux aussi à ces activités. Le docteur de Labeyrette est arrêté à Sens le 17 juin 1943. Deux médecins très connus à Sens arrêtés pour activité de résistance : voilà qui ne manque pas de scandaliser notre auteur !

UN RÉCIT RÉALISTE DE L'ARRESTATION DES FRÈRES PAQUET LE 22 SEPTEMBRE 1943

L'auteur de cette lettre évoque avec précision « *un drame rapide* » qui s'est déroulé « *en plein centre de Sens* », dans la boutique d'un de ses voisins.
Le mercredi 22 septembre 1943, les quatre hommes du groupe d'action immédiate des FTP7 quittent la ferme d'Alfred Rondeau à Hollard (hameau de La Chapelle-sur-Oreuse) pour effectuer une mission de sabotage. L'après-midi,deux d'entre eux, Jean et Lucien Paquet, entrent dans le salon du coiffeur Maraut, place de la République. Le témoignage de Jean Paquet, en tout point confirmé par les procès verbaux de l'enquête de police conservés aux Archives départementales montre la qualité des informations de l'auteur : « *Il y avait trois autres clients. J'étais sur le fauteuil et mon frère attendait son tour quand trois Feldgendarmes sont entrés. Derrière eux, j'entrevois un pantalon de civil, un pantalon clair. Ils se sont adressés immédiatement à nous, c'est nous qui étions visés* (remarquons qu'il ne fait aucun doute pour l'auteur que les frères Paquet ont été dénoncés et que l'intervention des gendarmes allemands n'est pas due au

Stèle des frères Paquet à ?

hasard : ils ont été « prévenus de la pré sence de deux terroristes »). *Ils ont d'abord demandé ses papiers à mon frère. L'un d'eux est venu vers moi, on s'est regardé dans la glace. Il n'était pas question de se faire arrêter. Aussi ai-je décidé d'ouvrir le feu. J'ai sorti mon parabellum. Le combat n'a duré que quelques secondes et nous a conduits dehors, sur le trottoir où je l'ai abattu. Je suis rentré et j'en ai abattu un autre qui était encore debout ; j'ai vu que mon frère perdait du sang et était apparemment mort. Je me suis dirigé vers les étages, car il n'était déjà plus possible de sortir sur la place, les Allemands y étant arrivés. Par une gouttière, je suis descendu dans une cour intérieure du pâté de maison et je suis sorti sur la Grande Rue. Un groupe d'Allemands était au carrefour de la rue de la République et de la Grande Rue ; j'ai donc remonté cette rue et pris la rue Abélard avec les Allemands à ma poursuite. Pour les dépister, après cinquante mètres environ, je suis rentré à droite dans une maison où je suis monté également sur le toit pour redescendre dans la cour d'un couvent. Les Allemands avaient perdu ma trace.* » Jean Paquet parvient à s'échapper et à continuer le combat clandestin.
Il n'y a pas quatre cadavres à terre mais trois : deux Feldgendarmes ont bien été tués sur le coup, ainsi que Lucien Paquet, mais le troisième Feldgendarme est mort pendant son transfert à l'hôpital militaire d'Auxerre. La mort de trois soldats allemands dans de telles circonstances, en septembre 1943, dans une petite ville de province est un événement d'une importance considérable. Les Allemands entreprirent d'immédiates et actives recherches pour retrouver Jean Paquet. Ils firent appel aux forces françaises de police et de gendarmerie mais il n'y eut pas, contrairement à l'affirmation de l'auteur de cette lettre de conséquences graves pour la population de la ville. Le couvre-feu fut établi à 18h 30 ; la fête foraine alors installée à Sens fut fermée ; tous spectacles et distractions furent interdits ; le quartier fut cerné et perquisitionné ; quinze postes de surveillance furent établis à toutes les entrées de la ville ; >

" LE COMBAT N'A DURÉ QUE QUELQUES SECONDES ET NOUS A CONDUITS DEHORS, SUR LE TROTTOIR OÙ JE L'AI ABATTU.
JE SUIS RENTRÉ ET J'EN AI ABATTU UN AUTRE QUI ÉTAIT ENCORE DEBOUT ; J'AI VU QUE MON FRÈRE PERDAIT DU SANG ET ÉTAIT APPAREMMENT MORT. "

>les garages, les hôtels et les trains furent contrôlés. Malgré tout ce dispositif, ils ne retrouvèrent pas Jean Paquet, qui bien sûr n'avait pas été identifié, les papiers trouvés sur son frère étant évidemment de faux papiers.

UNE ALLUSION À L'ARRESTATION D'ALFRED RONDEAU LE SOIR DU 22 SEPTEMBRE 1943

Ancien combattant de la Grande Guerre, agriculteur au hameau de Hollard, Alfred Rondeau est maire de La Chapelle-sur-Oreuse et participe aux activités de deux mouvements, le Front national et Ceux de la Libération, pourtant politiquement opposés. Il héberge des résistants membres des FTP et sa ferme sert aussi à entreposer des armes qui viennent du dépôt de Michery, dépôt constitué par le réseau Jean-Marie Buckmaster après le parachutage réceptionné en mai 1943.

Le soir du 22 septembre 1943, la Feldgendarmerie investit la ferme d'Alfred Rondeau, au hameau de Hollard, à La Chapelle-sur-Oreuse. Vers 22h 30 une quinzaine de Feldgendarmes commandés par un sous-officier en tenue civile bloquent les issues et investissent la ferme. On a vendangé l'après-midi et quatorze personnes sont réunies autour de la table (ici encore se confirme l'étonnante précision des informations de l'auteur de cette lettre) : Alfred Rondeau, sa femme, sa fille Gisèle, son fils Roger, sa nièce, six ouvriers agricoles permanents ou occasionnels, deux amis de Roger et la mère de l'un d'entre eux. Les Allemands entrent brusquement dans la grande salle de la ferme. Un jeune homme qui se cache à la ferme (ce n'est en réalité ni un résistant, ni un réfractaire) est abattu d'une rafale au premier mouvement qu'il fait pour sortir. Alfred Rondeau parvient à s'enfuir par une des lucarnes de l'écurie qui, à l'arrière de la ferme, donne sur les champs et n'est pas surveillée. À travers champs, il court en direction d'un hameau et de la cabine téléphonique, il alerte la brigade de gendarmerie de Sergines, affirmant que sa ferme vient d'être attaquée, que des coups de feu ont été tirés, qu'il ignore quels sont les agresseurs et quels peuvent être leurs motifs. Pendant ce temps, les Allemands perquisitionnent mais ne trouvent aucune arme car Alfred Rondeau les a jetées dans la mare après que son épouse, de retour de Sens, lui eut raconté ce qui s'était passé l'après-midi chez le coiffeur. La plus grosse partie des armes était d'ailleurs cachée dans la maison des parents de Mme Rondeau, au village. Les gendarmes de Sergines prennent alors le chemin de la ferme, ramenant Alfred Rondeau avec eux. Il est frappé à coups de pieds et de crosse, puis jeté dans le camion où se trouvent les autres personnes arrêtées. Tous sont emmenés à Sens et interrogés à l'Hôtel de Paris. Quatre d'entre eux seront libérés et quatre seront déportés (l'un deux ne reviendra pas). Alfred Rondeau est condamné à mort car les Allemands ont la conviction qu'il a abrité les « terroristes » qui ont tué trois Feldgendarmes dans l'après-midi. Il est fusillé sur le champ de tir d'Egriselles, le 28 octobre 1943 (et non pas « quinze jours plus tard »).

LE SOIR DU 22 SEPTEMBRE 1943, LA FELDGENDARMERIE INVESTIT LA FERME D'ALFRED RONDEAU, AU HAMEAU DE HOLLARD, À LA CHAPELLE-SUR-OREUSE. VERS 22H 30 UNE QUINZAINE DE FELDGENDARMES COMMANDÉS PAR UN SOUS-OFFICIER EN TENUE CIVILE BLOQUENT LES ISSUES ET INVESTISSENT LA FERME.

LES ARRESTATIONS D'OCTOBRE 1943

« *Une organisation dite* de résistance » a été découverte à Sens et notre auteur se scandalise qu'en aient fait partie des « *personnages* » de la ville et qu'elle ait été encadrée par « *des officiers* ».

Les premiers résistants Sénonais rassemblés autour du colonel Mathis ou qui comptent parmi ses amis sont des militaires de réserve et plusieurs d'entre eux sont des personnalités connues et respectées : le garagiste Alfred Prieur, l'électricien Pierre Castets, l'industriel Léon Vernis, l'adjudant Pierre Busset. Joseph Mathis ayant obtenu un contact, le groupe s'affilia au mouvement Ceux de la Libération alors implanté dans l'Aube. Quand le Bureau des opérations aériennes (BOA) fut constitué par le général de Gaulle pour organiser et réceptionner les parachutages d'armes en France occupée, ce fut ce groupe qui fut contacté dans le Sénonais. Deux parachutages furent réussis en juin 1943 à la ferme du Glacier sur la commune de Nailly, et en août 1943 à Soucy.

Toute cette organisation fut décimée et plus de vingt personnes furent arrêtées en octobre 1943, plusieurs d'entre elles moururent en déportation.

L'auteur se trompe sur les causes de ces arrestations mais celle qu'il propose révèle la précision de ses informations. Il pense que c'est la découverte de « *deux cadavres porteurs de listes* » qui a permis de démanteler le groupe de la Résistance gaulliste sénonaise. Il a donc connaissance de la découverte du cadavre de Louis Busset et de celui de sa compagne en septembre 1943 près de La Chapelle-sur-Oreuse. Il s'agit d'une affaire sombre, mal élucidée, interne à la Résistance. Chef local du BOA, l'adjudant Busset était un authentique résistant, peut-être trop peu discret dans les conditions de la clandestinité, mais auquel rien d'autre ne pouvait semble-t-il être reproché. Il fut abattu sur ordre de la Résistance, par la Résistance ; ceux qui l'exécutèrent n'eurent sans doute pas le moindre doute sur la nécessité de cet acte mais on ne sait pas qui le commandita et pourquoi il le fut.

L'origine des arrestations qui décimèrent la Résistance gaulliste sénonaise nous est par contre bien connue par plusieurs témoignages que recoupent et confirment des documents allemands. Le BOA avait envoyé dans l'Yonne début septembre 1944 un de ses agents menacés d'arrestation dans le Pas-de-Calais, Marius Guillemand (« Etienne »). En quelques semaines il avait noué un dense réseau de relations au sein de la Résistance à Sens, Villeneuve-sur-Yonne, Joigny et Auxerre. Le 13 octobre 1943 il fut arrêté par la Feldgendarmerie avec Alfred Prieur et Jacques Guérin, un responsable du BOA venu de Paris. Interrogé à Sens par la Gestapo dijonnaise Etienne se décida très vite à parler : il dénonça la plupart des résistants locaux et indiqua les emplacements des dépôts d'armes parachutées.

III. PORTRAIT POLITIQUE ET IDÉOLOGIQUE DE L'AUTEUR

Le vocabulaire utilisé, les observations faites et toute l'analyse politique des racines du « terrorisme » permettent de dresser le portait d'un homme d'extrême droite, catholique traditionaliste, antirépublicain, fervent défenseur du gouvernement de Vichy, de la Révolution nationale et de la collaboration.

LES RÉSISTANTS

Ce sont des « *terroristes* » : il utilise le terme à huit reprises et lorsqu'il utilise celui de résistance, il le met entre guillemets pour montrer qu'il en désapprouve alors le sens. *La Tribune de l'Yonne* (journal sénonais) et *Le Bourguignon* (puissant journal départemental) qui ont accepté de continuer à paraître et qui se sont fait la voix de la Propagandastaffel n'utilisent que le terme de « terroristes », ainsi que les fonctionnaires du régime de Vichy et que les Allemands. Les résistants ne seront jamais reconnus comme des combattants, même après le Débarquement et malgré les exigences du général de Gaulle pour qu'il en soit ainsi ; ils ne sont donc pas protégés par les conventions de Genève et le sort qui leur est réservé est l'emprisonnement, la torture, l'exécution ou la déportation.

Résister c'est pour l'auteur refuser de se soumettre à l'autorité légale, celle de l'Etat français. Résister c'est troubler l'ordre public dont le respect est un absolu. Certes la France est « *blessée* », la situation est « *pénible et difficile* » mais l'obéissance aux autorités est une valeur suprême ; ce principe est un des fondements idéologiques de la droite traditionaliste.

Les résistants ne sont pas des « *patriotes* » aux yeux de ce collaborateur qui se revendique par contre patriote lui-même. Assez tôt les résistants se sont cependant qualifiés de « *patriotes* », reprenant la conception républicaine et révolutionnaire du patriotisme, celle de la nation en arme qui se lève contre l'occupant pour défendre la patrie et la liberté.

LES RACINES DU « TERRORISME »

Elles sont profondes[8]! Deux niveaux successifs d'explications sont abordés dans la démonstration : la Résistance, désordre subversif qui ravage « *tout le territoire* », est selon notre auteur « *l'aboutissement* » des tendances lourdes qui concernent le pays entier et s'enracinent dans la Révolution française. A l'échelle locale, elles sont encore aggravées par la « *mentalité spéciale* » qui se transmet dans le Sénonais depuis le début du siècle.

La Révolution française est la source de tous les maux ; en renversant l'ordre « *naturel* » et en proclamant les droits de l'homme, elle est à l'origine de la décadence de la France[9]. La religion n'est plus le fondement de l'organisation sociale, l'autorité ne vient plus de Dieu : avec la Révolution s'est ouverte l'ère de la « *déchristianisation* » que la IIIe République ne fera qu'aggraver en voulant enraciner les acquis de 1789. L'« *éducation amorale* » est celle qui n'enseigne plus la religion et qui entend au contraire en détacher les citoyens ; c'est celle des lois scolaires que firent voter Jules Ferry et l'Auxerrois Paul Bert de 1879 à 1882. Ils avaient la volonté de soustraire l'enfant à la tutelle du clergé, de créer un enseignement public libéré de toute influence religieuse car ils étaient convaincus que le clergé s'opposait à la transmission des connaissances scientifiques et des valeurs républicaines. L'auteur se situe ici dans la longue tradition de condamnation des instituteurs laïcs, ces « *hussards noirs de la République* » qui diffusèrent la culture républicaine à la Belle Epoque.

A cette hostilité fondamentale à l'œuvre de la Révolution et de la République s'ajoute dans la pensée de l'auteur l'antisémitisme, l'antimarxisme et la haine de la franc-maçonnerie, éléments eux aussi constitutifs de l'idéologie de la droite extrême. L'antisémitisme moderne s'est constitué dans les années 1880, renforcé avec l'affaire Dreyfus, et enraciné dans les années 1930 à la faveur de la crise et de la montée des ligues d'extrême droite.

Les hommes qui fondèrent la IIIe République étaient presque tous des frans-maçons, la franc-maçonnerie joua un rôle fondamental dans l'adoption des lois constitutionnelles de 1875 ; avec la victoire des Républicains en 1877, son influence atteint des sommets. La plupart des dirigeants de la République, présidents du Conseil, ministres, députés, sénateurs sont francs-maçons. La franc-maçonnerie n'est pas, comme l'affirme l'extrême-droite, une sorte de communauté occulte qui dirigerait clandestinement la République (« *tenant tous, peu ou prou les leviers de commande* ») ; bien que des relations s'y établissent qui permettent les progressions de carrière, elle est d'abord une société de pensée, un laboratoire d'idées où les Républicains trouvent les bases de la réflexion qui conduit leur action politique, voire une fraternité qui comble des besoins de sociabilité. C'est ainsi que se forgea le mythe qui fait de la franc-maçonnerie une puissance occulte qui, par parti radical interposé, gouvernerait la France. Ce mythe atteint son apogée dans les années trente avec l'affaire Stavisky et le courant antiparlementaire qui en découle ; ce « *complot maçonnique* » se doubla d'un « *complot juif* » : juifs et maçons se trouvèrent associés dans une machination « *judéo-maçonnique* » acharnée à la destruction de la nation. L'auteur associe ici le marxisme et l'influence juive dans le concept de « *Judéo-Marxisme* », central dans la propagande nazie, collaborationniste et vichyste (le terme de « *judéo-bolchévisme* » lui étant généralement préféré).

En évoquant une politique « *marxiste* » et la « *lutte des classes* », il vise sans doute toute politique menée par des gouvernements de gauche sous la IIIe République mais plus certainement celle >

RÉSISTER C'EST POUR L'AUTEUR REFUSER DE SE SOUMETTRE À L'AUTORITÉ LÉGALE, CELLE DE L'ETAT FRANÇAIS. RÉSISTER C'EST TROUBLER L'ORDRE PUBLIC DONT LE RESPECT EST UN ABSOLU. CERTES LA FRANCE EST « BLESSÉE », LA SITUATION EST « PÉNIBLE ET DIFFICILE » MAIS L'OBÉISSANCE AUX AUTORITÉS EST UNE VALEUR SUPRÊME ; CE PRINCIPE EST UN DES FONDEMENTS IDÉOLOGIQUES DE LA DROITE TRADITIONALISTE.

> du Front Populaire qui cristallisa les haines de l'extrême droite dans la mesure où Léon Blum était juif, où le parti communiste soutenait pour la première fois l'action d'un gouvernement et où un puissant mouvement de grève aboutit à d'importantes conquêtes sociales.
En fustigeant la démocratie, la République, la gauche, le parlementarisme, les juifs et les francs-maçons, l'auteur de cette lettre est en parfait accord avec la Révolution nationale entreprise par le maréchal Pétain. Comme Charles Maurras, il dut saluer comme une « *divine surprise* » la prise du pouvoir par le Maréchal en juillet 1940[10].

L'YONNE, UN TERRAIN FAVORABLE AU DÉVELOPPEMENT DU « TERRORISME »

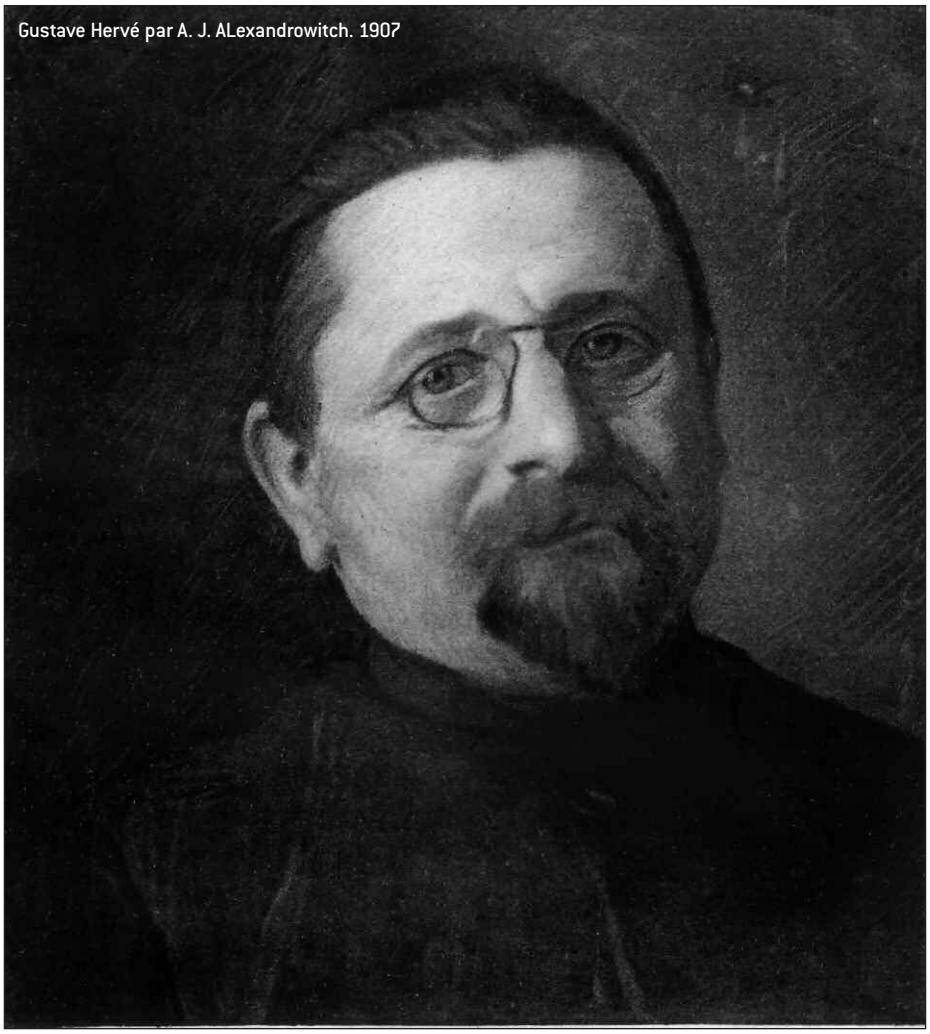
Bon connaisseur de l'histoire et de la tradition politiques de sa ville et de son département, l'auteur propose dans son dernier paragraphe une explication de l'importance locale de l'activité résistante. On peut s'étonner d'ailleurs qu'en évoquant la déchristianisation il n'ait pas insisté davantage sur son importance dans l'Yonne et dans le Sénonais. L'Yonne connut en effet une très forte poussée de déchristianisation durant la Révolution et un anticléricalisme virulent se manifesta sous la IIIe République. À Sens, le maire radical Lucien Cornet mena une politique ouvertement anticléricale ; interdiction fut par exemple faite aux prêtres d'accompagner les cortèges funèbres revêtus de leurs habits sacerdotaux. Si le département de l'Yonne, et davantage encore le Sénonais, sont prédisposés par leur histoire à voir se développer le « *terrorisme* » c'est, selon l'auteur, parce qu'il plonge ses racines dans l'antimilitarisme, la franc-maçonnerie et un esprit républicain particulièrement affirmé.

L'YONNE, TERRE D'ANTIMILITARISME

La tradition antimilitariste est évoquée avec horreur à travers le personnage de Gustave Hervé qui jeta « *dans le fumier le drapeau tricolore* », le journal antimilitariste *Le Pioupiou de l'Yonne* et la mutinerie du 17e régiment d'infanterie en 1907.
Agrégé d'histoire, Gustave Hervé est nommé professeur au lycée de Sens en 1900. Dans ce département depuis longtemps radical, où les premiers groupes socialistes se sont formés dans les années 1890, il développe les thèmes du socialisme paysan et de l'antimilitarisme. Il publie dans le Travailleur Socialiste de l'Yonne (dont le siège est à Sens) des articles qu'il signe « *Sans patrie* ». Son article du 20 juillet 1901 intitulé « *L'anniversaire de Wagram* » fut à l'origine d'un énorme scandale. « *Pour célébrer un pareil anniversaire* » Hervé préconisait qu'on rassemble « *dans la principale cour du quartier toutes les ordures et tout le fumier de la caserne et que, solennellement en présence de toute les troupes en tenue n°1, au son de la musique militaire, le colonel en grand plumet (vienne) y planter le drapeau du régiment* ». En décembre 1901 il fut révoqué de l'enseignement, et l'expression « *le drapeau dans le fumier* » qui n'est donc pas littéralement de lui, le poursuivra toute sa vie. L'auteur de cette lettre semble même considérer que le drapeau y fut réellement planté !

EN FUSTIGEANT LA DÉMOCRATIE, LA RÉPUBLIQUE, LA GAUCHE, LE PARLEMENTARISME, LES JUIFS ET LES FRANCS-MAÇONS, L'AUTEUR DE CETTE LETTRE EST EN PARFAIT ACCORD AVEC LA RÉVOLUTION NATIONALE ENTREPRISE PAR LE MARÉCHAL PÉTAIN.

Hervé sillonna alors le département et organisa des conférences de propagande socialiste, internationaliste et antimilitariste. Il écrivit aussi dans *Le Pioupiou de l'Yonne*, journal fondé en 1900 par les *Jeunesses socialistes de l'Yonne* et envoyé gratuitement deux fois par an à tous les conscrits du département. Le journal défend des positions violemment antimilitaristes et encourage les soldats à la désobéissance et à l'insoumission ; il fait hurler la droite bien au-delà du département de l'Yonne. Dès la parution du premier numéro, Hervé et les respon-


Gustave Hervé par A. J. ALexandrowitch. 1907

Octobre 1909. — N° 11 — Ce Journal ne peut être vendu ou distribué que dans le département de l'Yonne — 10 Centimes le Numéro

LE PIOUPIOU DE L'YONNE

Le pays est le temps où les fils enterrent leurs pères : guerre, où les pères enterrent leurs fils. — Hugo.

Int. Instituut Soc. Geschiedenis Amsterdam

Le métier militaire étant l'art d'ensauter sur des cadavres, il faut bien faire des cadavres afin d'abuser de l'ensauteur. — Henri Rochefort.

ORGANE MENSUEL DES JEUNESSES SOCIALISTES DU DÉPARTEMENT

A nos Amis! A nos Lecteurs!

C'est moi, me re-voici!

J'en suis sûr, vous commenciez par croire que j'étais crevé à Biribi, victime de mes idées.

Heureusement, cela n'est pas, comme vous voyez.

Je m'étais tout simplement endormi, avachi.....

Et voilà que tout à coup je reçus une chiquenaude; c'était un vieux copain qui me signifiait sa mauvaise humeur; je me réveillai; je me frottai les yeux, et vis... qui?... Je vous le donne en mille : Briand, Briand, mon avocat de jadis, assis sur le veau d'or, avec, entre les mains, les foudres de l'injustice — de la Justice, veux-je dire!!!

Ah! mes amis, mon sang ne fit qu'un tour, et, du coup, je fus sur pied, aussi agressif, aussi frondeur, aussi acharné qu'au bon vieux temps.

Et me voici!

Me voici, décidé à continuer de dénoncer, de flétrir, de ridiculiser les absurdités, les infamies et les crimes commis sous le couvert de cette chose infecte qu'on nomme l'Armée.

Me voici, avide d'enseigner aux jeunes gars l'horreur des hécatombes humaines et la révolte libératrice.

Merci donc aux amis qui m'ont tendu une main secourable pour m'aider à sortir de mon apathie. Qu'ils répandent mes idées et fassent suivre mes conseils!...

Et maintenant, salut à vous, messieurs du Gouvernemeat, de l'Armée et de... la Cour!

Gendarmes, graissez vos bottes! Procureur de la République, commencez à piocher votre réquisitoire! Le IIe *Pioupiou de l'Yonne*, fils des précédents, vous envoie sa plus gracieuse révérence.

LE PIOUPIOU.

Soldats! Le jour où le Peuple se lèvera pour en finir à jamais le régime capitaliste, vous ne resterez pas les chiens de garde des coffres-forts; vous ne serez pas contre le Peuple, mais avec lui.

CONSCRITS!

Dans quelques jours, en vertu de la loi bourgeoise, vous allez quitter vos familles pour la hideuse et lugubre caserne.

Vous delaisserez la cotte de l'ouvrier pour revêtir le carnavalesque livrée militaire.

Vous ferez aussi abnégation de votre individualite, de votre dignité et de votre liberté, pour devenir des numéros matricules, des instruments aux mains des galonnés brutaux, ignorants ou inconscients.

Eh bien, savez-vous à quoi sert cette institution abouminable et contre nature : l'armée, dont vous allez faire partie? A protéger les coffres-forts des capitalistes et des vampires cosmopolites.

Pour satisfaire les appétits des financiers et des industriels, qui vivent du travail des ouvriers, pour leur créer des débouchés et leur ouvrir des champs d'action, peut-être un jour vous conduira-t-on sur un champ de bataille....

Si pareil fait se produisait, que feriez-vous? L'influence démoralisante de la caserne, la servitude militaire, les menaces des soudards, vos chefs, parviendraient-elles à étouffer chez vous tout sentiment d'humanité? Non, n'est-ce pas! Vous n'écouteriez que la voix de votre conscience qui vous défendrait de ne pas commettre **un crime**, et

Vous ne Tireriez Pas!

Vous ne tireriez pas sur des ouvriers comme vous, qui peinent et souffrent de la même exploitation : vous ne tireriez pas sur des hommes que vous ne connaissez pas, qui ne vous ont jamais rien fait et que vous devez considérer comme des frères malgré les frontières!

Et si, d'autre part, un gouvernement, heureux de se faire le plat valet du Capital, vous envoyait dans une greve défendre les privilèges de la classe patronale contre les justes revendications de la classe ouvrière, quelle serait votre attitude?

Ouvriers de la veille, oublierez-vous vos camarades et leurs misères?

Si on vous ordonnait, dans le but de briser leur effort libérateur, de les remplacer à l'usine et à l'atelier, accepteriez-vous de devenir **des jaunes, des Affameurs officiels?**

Non! Vous refuseriez d'Obéir!

Et si, de provocations en provocations, sous prétexte de rétablir l'ordre, on vous commandait de tirer sur le peuple, songez que peut-être à la même heure on ordonne à d'autres de fusiller vos parents et vos amis; n'imitez pas les misérables assassins de Draveil, de Roon-l'Etape, de Narbonne.

Ne Devenez pas des Fratricides!

Et, sans hésiter une minute, mettez **La Crosse en l'Air.**

Comme les gardes françaises de 89, vous mettrez votre fusil au service de ceux qui, un jour, voudront instaurer un régime social plus juste, plus libre, plus fraternel.

Vive la Solidarité Ouvrière! Vive la Révolution Sociale!

LE PIOUPIOU.

AUX SOLDATS!

Fils de paysans et fils d'ouvriers, sur un ordre venu de Paris, vous avez quitté vos casernes...

Parce que des mineurs, damnés de l'enfer géologique — qui une compagnie féroce exploite, martyrise et tue se sont redressés et ont fait acte d'hommes, on vous a fait partir.

Vous êtes arrivés, le fusil à la main, la cartouchière pleine de balles — pleine de mort.

Demain, peut-être, on soudoyera vous commandera de tirer sur vos frères d'hier, de demain.

Parmi vous, il en est qui ont un père, une mère, des parents des amis... Vous les avez reconnus, défilant, paisibles, aux accents des musiques et des chansons. Oseriez-vous les tuer?

C'est pour celà que vous êtes là!

Ces mineurs qui ne nous a rien — qui ne vous a volés — vous êtes là pour les garder comme le chien garde la propriété du maître. Sur un signe, on armera votre bras, et vous semerez la mort pour assurer aux détrousseurs de la nation la puissance de leurs rapines.

Est-ce pour celà que vous avez quitté vos familles, votre travail? Est-ce là la défense de la patrie?

On vous a dit de partir, vous avez obéi. Mais si demain, on vous commande la mitraille, réfléchissez.

Souvenez-vous des soldats qui, à Fourmies, assassinèrent par ordre. En traquant leurs casernes, sur tout le chemin, ils trouvèrent des masses d'hommes, de femmes, d'enfants pour les flétrir et leur crier : « Assassins! Assassins! »

Combien de ceux-là, qui tirèrent alors, traînent depuis, derrière eux, comme un boulet, le remords de leur crime!

Soldats, ne tirez pas! Vous n'êtes pas à la caserne pour assassiner les ouvriers!

Et, si quelque commandement de furie parvient à vos oreilles, songez des justiciers et non des assassins!

Vivez, tuez sans pitié celui qui ordonnera le meurtre, quel qu'il soit, quel que soit le nombre de ses galons!

Ainsi, vous vaudrez des hommes et vous ferez votre devoir.

JEAN BERTRAND.

***

L'article qui précède a été autrefois publié (apostrophé) par le *Petit Sou*. Reproduit plus tard par le Pioupiou, il fut poursuivi et acquitté **après plaidoirie de M. Briand.** Enfin, tout récemment, republié par le *Voir du Peuple*, il fut poursuivi, et le gérant du journal, Vignaud, condamné à un an de prison et 1.500 francs d'amende.

Belle incohérence gouvernementale!

AU DRAPEAU!

Air : LE CLAIRON, de Déroulède.

I

Ores l'histoire authentique
Et le récit véridique
D'un Clairon d'un Bourguignon,
Qui sonna, l'autre semaine,
— Vraiment ce n'est pas de veine! —
Notre ville de Mâcon.

II

Ayant, dans sa plaine large,
Vaillamment mené la charge,
L'étendard fut, au retour,
Dans une chambre bien close
Pleine d'essence de rose
Remis! jusques au jour.

III

Le lendemain, chose horrible,
L'emblème était invisible.
Seul son étui nous restait
Aussitôt le cri se jette :
— La loque est dans la litette! —
Chacun en fut stupéfait!

IV

Le colon, vieux militaire,
Dit : — Nom de Dieu, quelle affaire!
Et dans quel siècle vit-on?
Le pays tombe en ruines
Puisqu'on fait de nos latrines
Un glorieux Panthéon...

V

Lors, dans un élan sublime,
Plein d'un orgueil légitime,
Sans souci de maux de cœur,
Le colon — moment suprême! —
Pour sauver le noble emblème
Plongea ses bras dans... l'odeur!

VI

— J'ai vengé le sacrilège,
Dit-il, et ce privilège
Sollit a non seul honneur...
Tel celui de la Lorraine,
Ce drapeau fut à la peine :
Il faut qu'il sait à l'honneur.

VII

Bien qu'il soit rempli de crotte
Il est toujours le symbole
Le plus noble et le plus beau.
Son saint contact purifie,
Mais, je vous le certifie,
Rien ne salit le Drapeau!

VIII

Celui-ci, dans la victoire
Devait conduire à la gloire
Nos régiments aguerris...
Bien qu'il soit — Qu'il'revi me perde!
Aujourd'hui couvert de merde...
Glorifie à ce vaillant débris!

IX

Tout en présentant les armes,
Les soldats versaient des larmes
Tandis que le chef parlait
Et qu'à ses paroles graves,
Dans le paradis des braves,
Saint Condromne rigolait

Ch. Chambiet.

Conseils à suivre

Le mois de ceux qui se font scrupule de décourager les efforts révolutionnaires qu'ils jugent justes.

Allez à la bataille avec le bulletin de vote, si vous le jugez bon, je n'y vois rien à redire. Il vous aide, mieux, comme électeur, j'y vois alle comme candidat et j'y retournerai sans doute demain...

Allez-y avec des pipes, des sabres, des pistolets, des fusils *à voir de vous désapprouver, je me serai un devoir, le cas échéant, de prendre place dans vos rangs.*

On peut préconiser la grève générale des soldats, on peut même essayer de la préparer, *et vous avez raison de me rappeler que nos jeunes militants s'emploient à faire comprendre à l'ouvrier qui va quitter l'atelier, au paysan qui va déserter les champs pour aller à la caserne, qu'il y a des devoirs supérieurs à ceux que la discipline voudrait leur imposer.*

Mais il est permis de maintenir que vous l'effort de cette propagande l'armée devienne, même entre les mains de la société capitaliste, un danger de plus contre elle, mais me contesterez que la réalisation de cette espérance paraît encore bien éloignée. La discipline est trop forte, trop brutalement oppressive pour que d'ici longtemps les cerveaux puissent s'en affranchir à l'heure critique où les deux classes entrent en conflit avec ceux du soldat.

Mais en cas de grève générale, l'armée ne serait plus un instrument aussi souple, aussi docile, entre les mains de la bourgeoisie.

Celles-ci, qui n'ignore pas la force des sentiments familiaux, c'est toujours prudemment abstenue de la mettre aux prises avec celle de la discipline. Aussi, à de rares exceptions près, n'est-ce jamais dans leur pays, au milieu des leurs, que les jeunes gens accomplissent leur période de service militaire. Et c'est grâce à cette précaution que la société capitaliste a pu faire expérimenter à Fourmies, dans de le cheir ouvrière, la force de pénétration des balles Lebel.

En période de grève générale, cette combinaison sécérate se trouverait déjouée. Dans l'armée, en effet, nombreux seraient les fils, les frères, les neveux, les parents à un degré quelconque d'ouvriers en grève. *Quand on commanderait un soldat faisant son service dans une autre région que la sienne, mais ayant laissé dans son pays une famille de travailleurs, de tirer sur les grévistes, le petit pioupiou pourrait bien se faire cette réflexion :*

« On me dit, à moi, de tirer ici sur des ouvriers qu'on me présente comme des étrangers.

Mais, en soldats des régiments qui me venait dans mon pays, on commande pareilles, à la même heure, de fusiller mon père, mon frère, un des miens.

Et alors, si l'ordre de tirer persistait, si l'officier, tenace, voulait quand même contraindre la volonté du soldat quand elle est cavahie par des préoccupations de cette nature, ah! sans doute, les fusils pourraient partir, mais ce ne serait peut-être pas dans la direction indiquée.

ARISTIDE BRIAND,
Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur.

Le journal antimilitariste *Le Pioupiou de l'Yonne*

sables du journal sont traduits devant la cour d'assises d'Auxerre pour « outrages à l'armée » et « excitation de militaires à la désobéissance ». Défendus par Aristide Briand, ils sont acquittés. Mais deux procès leur sont encore intentés dans les deux années suivantes avec le même verdict[11].

L'auteur fait aussi allusion à la mutinerie des soldats du 17e régiment d'infanterie en 1907 en leur attribuant une appartenance sénonaise. Au printemps 1907 de grosses manifestations viticoles agitent le Languedoc et une situation proche de l'insurrection s'établit. Clemenceau réagit brutalement et 60 000 soldats occupent le Midi viticole. Le 19 et le 20 juin 1907 à Narbonne, des soldats tirent sur les manifestants, faisant six morts. Le soir du 20 juin des soldats du 17e régiment d'infanterie composé de jeunes hommes de la région encasernés à Agde se mutinent et partent bivouaquer au centre de Béziers. Clemenceau promet l'indulgence et la mutinerie ne dure que 24 heures[12]. Il est possible que des soldats d'un régiment icaunais aient été envoyés en renfort dans le Languedoc au cours des événements mais ce sont des Languedociens qui se sont mutinés. L'événement fut immortalisé par Monthéus, le chansonnier le plus populaire de son temps, qui composa « *Gloire au 17e* » dont l'auteur de cette lettre évoque le refrain « *Salut, salut à vous/ Braves soldats du 17e/ Vous auriez en tirant sur nous/ Assassiné la République* ».

L'YONNE, TERRE DE FRANC-MAÇONNERIE ET DE « POLITICIENS TARÉS »

Par deux fois dans sa lettre l'auteur utilise le symbole des trois points disposés en triangle qu'il place devant les noms de deux sénateurs de l'Yonne dont il veut souligner l'adhésion à la franc-maçonnerie. Il se félicite d'ailleurs de l'efficacité de la politique de Vichy dans la répression de la franc-maçonnerie[13].

Les « *politiciens tarés* » cités sont trois élus radicaux du département et un responsable national du parti socialiste SFIO qui y commença sa vie politique.

Henri Hamelin, directeur du journal le Républicain de l'Yonne est sénateur radical de l'Yonne de 1922 à 1940. Jean-Baptiste Bienvenu-Martin a été député de l'Yonne de 1897 à 1905, puis sénateur de 1905 à 1940. George Boully a été député de l'Yonne de 1924 à 1928 et de 1932 à 1936, puis sénateur de 1936 à 1940. Radicaux, les trois sénateurs sont inscrits au groupe de la Gauche démocratique. Deux d'entre eux ont exercé des responsabilités ministérielles sous la IIIe République dans des domaines qui ne peuvent qu'attirer la haine de l'auteur à leur égard : Bienvenu-Martin a été ministre de l'Instruction, des Beaux-Arts et des Cultes de 1905 à 1906 et à ce titre directement mêlé aux événements faisant suite à la séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1905 ; Boully a participé à la commission parlementaire chargée d'enquêter sur l'affaire Stavisky et la manifestation des ligues d'extrême droite le 6 février 1934 à Paris.

L'auteur ne leur sait même pas gré de ne pas s'être opposés à la prise du pouvoir par le maréchal Pétain ! En effet, le 10 juillet 1940 Hamelin et Bienvenu-Martin ne prirent pas part au vote des parlementaires réunis à Vichy tandis que Boully votait les pleins pouvoirs au Maréchal, avant de se retirer dans son >

village natal de Saint-Valérien dont il était le maire.
Marceau Pivert est l'un des principaux responsables de l'aile gauche du parti socialiste SFIO dans les années 1930, ce qui lui vaut d'être ici qualifié de « *communiste* » (ce qu'il n'est donc pas) et de « *meneur* » sans doute parce qu'il fut un actif militant des grèves de 1936, auteur d'un article du Populaire intitulé « *Tout est possible* », dans lequel il appelait les ouvriers à donner à leur mouvement un caractère révolutionnaire[14].
Ce sont ses attaches avec l'Yonne et le Sénonais qui lui valent d'être cité dans cette lettre. Il fut en effet nommé professeur des Ecoles primaires supérieures et Ecoles normales en 1921 et affecté à l'EPS de Sens. Il y fut traduit quelques mois plus tard devant le Conseil de discipline pour actions révolutionnaires sous la pression du patron de la droite de l'Yonne, Pierre-Etienne Flandin, et rétrogradé à un poste d'instituteur. Or c'est le même P.-E. Flandin qui se voit ici traité de « *dissident* ». Et pourtant !

L'YONNE, TERRE DE « DISSIDENCE »

Il faut en effet que l'auteur de cette lettre se soit beaucoup énervé en l'écrivant pour faire de Flandin un « *dissident* », c'est-à-dire quasiment un résistant gaulliste, lui qui fut avec Pierre Laval partisan du vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain le 10 juillet 1940. Il est vrai que notre auteur émet finalement un doute sur cette affirmation osée !
Maire de Domecy-sur-Cure, conseiller général de Vézelay, Pierre Etienne Flandin fut député de l'arrondissement d'Avallon de 1914 à 1940. Leader de la droite libérale, président de l'Alliance démocratique, il fut à plusieurs reprises ministre et même Président du Conseil en 1934. Munichois en 1938, rallié à Pétain et à sa politique de Révolution nationale, il exerça de hautes responsabilités à Vichy après le renvoi de Laval le 13 décembre 1940. Il s'employa alors à relancer la collaboration (ce qui ne devrait pas déplaire à l'auteur de la lettre) mais fut contraint de démissionner et de laisser la place à Darlan, faute d'avoir pu convaincre les Allemands de ses bonnes intentions. Il y gagna une réputation d'anglophilie qui lui vaut l'hostilité de notre auteur. Flandin se retira alors dans sa villa de Saint-Jean-Cap-Ferrat d'où il passa en Algérie à la fin de 1942. Le Comité français de libération nationale (CFLN, embryon de gouvernement constitué à Alger par de Gaulle en mai 1943) le fit mettre en résidence surveillée, puis traduire en justice sous l'inculpation d'intelligence avec l'ennemi. Condamné à mort, il sera sauvé par l'intervention personnelle de Churchill.
Bien qu'il soit parti pour Alger, Flandin ne fut donc nullement un « *dissident* » ; le qualificatif est plus exact en ce qui concerne le vice-amiral Fénard qui dirige la Mission navale française aux Etats-Unis. Avec Jean Monnet et le général Catroux, il est l'un des médiateurs entre la France et les Etats-Unis dans les relations difficiles entre le général de Gaulle et le président Roosevelt. Il travaille au réarmement par les Etats-Unis de la marine française, parallèlement à celui de l'Armée de Terre. Ce n'est pas un homme de premier plan et nous ne savons pas pourquoi l'auteur de la lettre connaît aussi bien sa mission.

L'AUTEUR NE PREND PAS OUVERTEMENT LA DÉFENSE DE LA POLITIQUE DE COLLABORATION. APPROUVANT LA RÉVOLUTION NATIONALE ET CONDAMNANT LA RÉSISTANCE, ON PEUT ESTIMER QU'IL DÉFEND AUSSI CET ASPECT DE LA POLITIQUE DU MARÉCHAL. PAR CONTRE, RIEN NE PERMET DE PENSER QU'IL PARTAGE L'IDÉOLOGIE PRO-NAZIE DES COLLABORATIONNISTES.

Ce courrier privé est un document qui ne manque pas d'intérêt historique. Il confirme la réalité et l'impact de l'action de la Résistance dans un département rural de la zone occupée à l'automne 1943 et en fournit une présentation synthétique compte tenu de la précision des informations de l'auteur.
Cet aspect de son contenu suffit peut-être à expliquer que le document ait été retenu par ceux qui en prirent connaissance, pour être exploité par les services de la Résistance. Il est aussi possible que ceux qui le lurent ne soient pas restés insensibles aux multiples références politiques et idéologiques qui en font toute la saveur, comme le suggère le titre donné au document par les services de la Résistance : « *le vieil esprit révolutionnaire n'est pas mort dans la région de l'Yonne* ».
L'auteur ne prend pas ouvertement la défense de la politique de collaboration. Approuvant la Révolution nationale et condamnant la Résistance, on peut estimer qu'il défend aussi cet aspect de la politique du Maréchal. Par contre, rien ne permet de penser qu'il partage l'idéologie pro-nazie des collaborationnistes. Les adeptes de l'idéologie traditionaliste qui est la sienne ne se sont généralement pas engagés aux côtés des nazis dans la construction de « l'ordre nouveau ».
Par contre son idéologie d'extrême-droite le conduit très logiquement au soutien du régime de Vichy et de sa politique de Révolution nationale. Il ne s'agit cependant pas d'un déterminisme général et inéluctable. Si toutes les droites et l'extrême-droite se regroupent à Vichy (où les transfuges de la gauche ne sont pas absents, même s'ils sont rares), des Français partageant les idées de l'auteur de cette lettre dans les années trente rejoignirent les rangs de la Résistance. À Sens d'ailleurs, plusieurs adhérents du Parti social français du colonel de la Rocque se retrouvèrent au sein du mouvement « *Ceux de la Libération* » et le colonel de la Rocque lui-même refusa la collaboration. C'est sans doute sur la conception du patriotisme que se fit le clivage : chez l'auteur de cette lettre, la haine de la République et de ce qu'elle représente est plus forte que la haine de l'occupant. ■ Joël Drogland

Notes

(1) Lire : Tonnerrois (sans doute y a-t-il une erreur de transcription).
(2) L'auteur a dessiné trois points formant un triangle, symbole de la franc-maçonnerie.
(3) Même dessin symbolisant l'appartenance à la franc-maçonnerie de la personne citée.
(4) Pour des analyses et des présentations plus complètes des événements et des personnages évoqués dans cet article, on se reportera au cédérom *La Résistance dans l'Yonne* édité en 2004 par l'ARORY ou au livre *Un département dans la guerre 1939-1945. Occupation, Collaboration et*

Résistance dans l'Yonne, ARORY/Editions Tirésias, 2007.
(5) ADY, 1 W 102 (rapport de gendarmerie).
Le Bourguignon, 26 septembre 1943
(6) ADY, 1 W 104 (rapport de gendarmerie).
(7) Composé de résistants clandestins, ce groupe mobile était créé depuis peu et effectuait des missions de transport d'armes, de sabotage et d'exécution de collaborateurs. Ce sont vraisemblablement ses membres qui exécutèrent Marius Grosfillier à Soucy et l'adjudant Louis Busset, responsable du Bureau des Opérations aériennes (voir plus loin).
(8) On pense en lisant la dernière partie de cette lettre au discours du maréchal Pétain le 16 juin 1940, expliquant la défaite de l'armée française par des considérations démographiques, idéologiques et politiques, comme une sanction infligée aux Français et à leur régime politique.
(9) Voir Michel Winock (sous la direction de), *Histoire de l'extrême droite en France,* Le Seuil, 1994. Le premier chapitre traite des origines de la pensée contre-révolutionnaire.
(10) Théoricien du « nationalisme intégral », Maurras eut une grande influence dans l'entre-deux-guerres par ses articles de l'Action française dont on peut penser que l'auteur de cette lettre est un fervent lecteur. Maurras prêche la destruction des « quatre Etats confédérés » qui constituent « l'Anti-France », les juifs, les protestants, les francs-maçons et les « métèques ».
(11) Après la constitution de la SFIO, Gustave Hervé figure dans l'extrême-gauche du parti socialiste, préconisant l'internationalisme et prônant la « grève militaire » en cas de mobilisation. La guerre de 1914 provoque chez lui une spectaculaire volte-face. Rallié à l'Union sacrée, exclu du parti socialiste en 1916, il soutient Clemenceau, préconise un gouvernement autoritaire et salue en 1922 son « vaillant camarade Mussolini ». En 1934, il lance une campagne en faveur d'un régime de dictature militaire, intitulée « C'est Pétain qu'il nous faut ». Il est mort en 1944 sans avoir sombré dans le collaborationnisme. Gilles Heuré, *Gustave Hervé, itinéraire d'un provocateur,* La Découverte, 1997.
(12) Mais les 550 mutins furent envoyés à Gafsa dans le Sud Tunisien. Guy Bechtel, *1907 La Grande révolte du Midi,* Robert Laffont, 1976.
(13) Dès le 13 août 1940, une loi porte dissolution des loges maçonniques et interdiction des sociétés secrètes. Obligation est faite à tous les membres de la fonction publique de signer une déclaration de non appartenance à ces organisations dissoutes. Le 11 juillet 1941, une nouvelle déclaration de non appartenance est exigée des fonctionnaires. À partir du 11 août 1941, les noms des ex-dignitaires de la franc-maçonnerie sont publiés au Journal officiel pour être dénoncés à l'opinion publique. Ceux qui sont en poste dans la fonction publique sont immédiatement révoqués, comme sont menacés de l'être les auteurs reconnus coupables de fausses déclarations de non appartenance.
(14) Ce qui lui valut un sévère rappel à l'ordre de Maurice Thorez dans l'Humanité, affirmant au contraire que « tout n'est pas possible » et qu'« il faut savoir terminer une grève ».

Paulette Depesme, **agent** pour le réseau BORDEAUX-LOUPIAC

Le rôle d'agent de liaison constitue, avec celui de secrétaire, la fonction où les résistantes étaient généralement cantonnées par les responsables des organisations, qui étaient en très grande majorité des hommes. Ces derniers jugeaient sans doute que les femmes disposaient des atouts nécessaires (le légendaire charme féminin, utilisé en tout bien tout honneur !) pour déjouer la surveillance de l'occupant. Ainsi la scène de la jeune fille transportant des messages cachés dans le guidon ou la tige de selle de sa bicyclette a largement été diffusée au point de devenir aujourd'hui une image caricaturale. En revanche nous connaissons moins l'action militaire des femmes au sein des réseaux de résistance. L'étude de l'engagement de la jeune résistante Paulette Depesme, originaire de Joigny dans l'Yonne, est donc l'occasion d'appréhender une forme d'action de résistance plus rare, mais pas moins risquée, à savoir le convoyage des aviateurs alliés.

L'entrée en résistance au cours de l'été 1943

Paulette Depesme, née en 1921, n'affiche pas de réelles convictions politiques lorsqu'elle entre en clandestinité par l'intermédiaire de son ami d'enfance Pierre Charnier . Mais l'Occupation, avec son lot de servitude et de privations, lui pèse. Cette jeune institutrice est peu à peu gagnée par l'ennui et le désir d'action. Alors, pour justifier auprès de ses parents son départ pour Paris au début de septembre 1943, elle affirme y avoir obtenu un emploi de journaliste, tout en précisant que « l'enseignement n'a plus rien d'attrayant » . En fait, Paulette Depesme, devenue « Françoise », intègre le réseau Bordeaux-Loupiac. Créée en mars 1943 par le BCRA , cette organisation a pour fonction de récupérer et de rapatrier en Angleterre des aviateurs alliés abattus au cours de leur mission. Le réseau se développe au printemps 1943 sous l'impulsion de deux hommes, Jean-Claude Camors (« Raoul ») et Jean-Louis Monsorret (« Morvan »), qui s'attachent à créer des filières dans les régions situées sur les grands axes ferroviaires.

L'étude de l'engagement de la jeune résistante Paulette Depesme, originaire de Joigny dans l'Yonne, est donc l'occasion d'appréhender une forme d'action de résistance plus rare, mais pas moins risquée, à savoir le convoyage des aviateurs alliés.

Agent de liaison pour le réseau Bordeaux-Loupiac

Le rôle de Paulette Depesme au sein du réseau était minutieusement organisé. Tout d'abord, il fallait entrer en contact avec les aviateurs. Cela nécessitait donc une opération de repérage au cours de laquelle, « on devait solliciter les civils qui savaient où se cachaient les pilotes.» Ensuite, il fallait organiser le convoyage vers les lieux d'hébergement, « nous disposions d'un appartement à Issy-les-Moulineaux, Pierre Charnier se débrouillait pour le ravitaillementƐ», puis vers la Bretagne où >

La plaque de la rue « *Allée promenade des Anglais* » à Aillant-sur-Tholon. Ainsi nommée après la Libération car située en face du domicile de Pierre Argoud où étaient hébergés des aviateurs alliés.

> les aviateurs étaient rapatriés vers l'Angleterre.

Voyageant en train, les risques étaient grands pour une « fille seule au milieu de six grands garçons », ces derniers munis de faux papiers et ne parlant pas pour la grande majorité le français. Ainsi par exemple, lors d'un voyage entre Paris et Rennes, alors que «Françoise» occupait avec quatre pilotes un compartiment, trois officiers allemands s'y installèrent. Heureusement, ils ne prêtèrent aucune attention à leurs voisins, certains s'étant même endormis.

Une antenne du réseau a fonctionné dans notre département de septembre à octobre 1943. L'Yonne avait le double avantage d'être proche de Paris et d'être traversée par la voie ferrée du PLM (Paris-Lyon-Marseille). Les membres du réseau accueillaient les pilotes à Cézy, petite gare discrète située au nord-ouest de Joigny. Dans ce département rural, les agents connaissaient des paysans tout disposés à accueillir des pilotes. Ainsi Pierre Argoud, vétérinaire à Aillant-sur-Tholon en a caché un nombre important chez lui avant de les placer dans des fermes aillantaises.

Echappant de peu à l'arrestation, elle intègre les MUR !

A partir d'octobre 1943 l'organisation prend de l'ampleur, les convoyages se multiplient. Mais le 11 octobre 1943 Camors, dénoncé, est assassiné dans un café de Rennes et Rémy Roure qui l'accompagnait est arrêté. « Françoise », présente ce jour là, échappe au coup de filet avec beaucoup de chance puisqu'elle se trouvait aux toilettes lors de la fusillade.

De retour à Paris, isolée, la jeune femme tente de renouer le contact avec les autres membres du réseau mais l'organisation est rapidement démantelée et la Gestapo la recherche. Un contact la met en relation avec Jacques Jourda (« Jacquemin »), responsable du bureau de liaison des MUR . « Françoise » est chargée de la réception et de l'expédition du courrier en zone Sud. Cependant, toujours recherchée et craignant de plus en plus pour sa sécurité, elle décide de se réfugier à Troyes à la fin de janvier 1944 puis chez ses parents à Joigny en juillet 1944. Après la Libération, Paulette Depesme reprend son métier d'institutrice, effectuant divers remplacements dans le Jovinien avant d'obtenir un poste définitif à Paris. Mariée puis déçue par l'Education nationale qui, selon elle, «n'a pas davantage considéré à leur juste valeur les résistants », elle part enseigner en Afrique noire comme professeur de lettres puis devient principale d'un collège de l'île de la Réunion jusqu'à sa retraite en 1984.

Au total, le réseau Bordeaux-Loupiac a récupéré près d'une centaine d'aviateurs alliés, en majorité des Anglais mais aussi quelques Américains et Néo-zélandais. Dans l'Yonne, l'antenne qui n'a fonctionné que pendant deux mois a permis d'héberger une vingtaine de pilotes. Si ces derniers n'ont séjourné en moyenne qu'un mois en France, certains ont tenu à remercier le dévouement de leurs courageux convoyeurs. Ainsi en 1947, Paulette Depesme a eu l'agréable surprise de recevoir une lettre du pilote américain Jack Ryan qu'elle avait convoyé quatre ans auparavant ! ■ **Thierry Roblin.**

Notes

(1) Alors qu'un mouvement a pour premier objectif de sensibiliser, d'informer la population, un réseau se distingue par des actions militaires très précises comme le renseignement, le sabotage ou la récupération d'aviateurs alliés tombés sur le sol de France.

(2) Etudiant à Paris, Pierre Charnier était originaire de Joigny où sa mère enseignait les sciences naturelles à l'Ecole supérieure de filles.

(3) Témoignage de Paulette Emmanuel, née Depesme, recueilli par l'auteur en 2007.

(4) Il s'agit du Bureau central de Renseignement et d'Action créé par la France Libre, que dirige depuis juin 1940 à Londres le général de Gaulle. Pour l'organisation gaulliste, il ne fallait pas laisser aux Anglais le monopole des « lignes » d'évasion des aviateurs ; il était donc indispensable de développer cette activité résistante sur le territoire français. Dans l'Yonne, deux réseaux spécialisés dans ce type d'action sont recensés : les réseaux Bordeaux-Loupiac et Comète. Ce dernier implanté dans le Sénonais dépendait du Service Operation Executive que certains résistants appellent souvent par erreur l'Is (Intelligence Service).

(5) Le réseau comptait une dizaine de membres, citons Jean Marot, Pierre Cordier, Tony Leriche, Henry Pannequin et Jean Hémery, tous membres du groupe Bayard que dirigeait Paul Herbin à Joigny (AN 72 AJ, liste nominative des membres du réseau établie le 10 décembre 1945). Contrairement à ce qui est écrit dans un témoignage recueilli par Pierre Vauthier en 1950 (AN, 72 AJ 37) et que nous avons repris à tort dans nos précédents ouvrages, Paulette Depesme affirme ne pas avoir participé aux convoyages dans l'Yonne. Ses parents habitant Joigny, elle ne voulait pas leur faire prendre de risques en cas d'arrestation.

(6) Journaliste au *Temps*, Roure avait également créé avec François de Menthon le mouvement Liberté. Après son arrestation, gravement blessé (artère fémorale sectionnée), il est déporté à Buchenwald en printemps 1944. Libéré en avril 1945, il reprend son métier de journaliste au *Monde* où il est éditorialiste jusqu'en 1952, puis devient chroniqueur au *Figaro.*

(7) Après l'assassinat de Camors, seule la filière Nord-Belgique continue de fonctionner mais face, aux arrestations qui se succèdent à un rythme accéléré, la liquidation du réseau est décidée dans la deuxième quinzaine d'avril 1944.

(8) L'organisation Mouvements unis de la Résistance (MUR) est née du regroupement en janvier 1943 des trois grands mouvements de la zone Sud (Combat, Franc-Tireur et Libération-Sud).